

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 28 avril 2023

Nos réf. : SAU/FDLH/MT n° 23-208

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



AUTO-CASSE THIEBAULT

Z.I. Les Pivoisons à ROSIÈRES-PRÈS-TROYES (10430)

Code AIOT : 0005702148

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 avril 2023 de l'établissement AUTO-CASSE THIEBAULT implanté Z.I. Les Pivoisons à ROSIÈRES-PRÈS-TROYES (10430). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- établissement AUTO-CASSE THIEBAULT
- Z.I. Les Pivoisons à ROSIÈRES-PRÈS-TROYES (10430)
- Code AIOT : 0005702148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société AUTO-CASSE THIEBAULT bénéficie de l'Arrêté Préfectoral n°10-0168 du 19/01/2010 l'autorisant à exploiter une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage sur un site d'une superficie d'environ 26 000 m², localisé au sein de la zone industrielle « Les Pivoisons » à ROSIÈRES-PRÈS-TROYES.

A cette date, l'ensemble bâti (environ 5 500 m²) est constitué d'un bâtiment principal regroupant les ateliers d'entretien, de démontage et de dépollution et les bureaux, d'un hangar de stockage, d'un atelier dit « service rapide » réservé à la clientèle.

Les aménagements extérieurs concernent les zones de stockage des véhicules, des pneumatiques, les bennes de batteries, moteurs, pots d'échappement et ferrailles, et une pompe de distribution de carburant.

La société AUTO-CASSE THIEBAULT exploite approximativement 13 600 m² de surfaces pour le stockage des véhicules hors d'usage dépollués et 5 700 m² pour le stockage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution.

Les activités exercées sont :

- la dépollution des véhicules hors d'usage par pompage de tous les fluides (huiles, liquides de refroidissement, de freins, de climatisation, carburant, lave-glace...), démontage de la batterie, des pneumatiques et des pots d'échappement catalytiques, puis stockage avant évacuation vers un broyeur agréé,
- l'entretien et la réparation de véhicules de tourisme,
- la vente de pièces d'équipements automobiles.

Bien que le site demeure soumis à autorisation au titre des rubriques n°2713 et 2718, il ressort que suite à une modification de la nomenclature des installations classées survenue le 26 novembre 2012, l'installation d'entreposage et de dépollution de véhicules hors d'usage relève désormais du régime de l'enregistrement.

Aussi, outre les dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2010 qui demeurent applicables par antériorité, certaines dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26 novembre 2012 sont également applicables pour cette installation.

Suite à cette visite, l'inspection a constaté que l'exploitant avait mis en place une filière de recyclage de pièce d'occasion. Pour ce faire, il a développé cette activité sur une parcelle d'environ 15 000 m² adjacente au site historique et a procédé à la construction d'un bâtiment d'environ 3 000 m² pour stocker les pièces en attentes d'une seconde vie. D'un point de vue législation des ICPE cette modification doit faire l'objet d'un porter a connaissance en application de l'article R.181-46 du CE. Ce point fait l'objet d'un constat dans le présent rapport.

Enfin, pour l'inspection des installations classées, cette visite avait pour vocation de vérifier les dispositions prises par l'exploitant pour respecter les prescriptions issues des arrêtés précités. Ce contrôle c'est fait par sondage.

Les principales références réglementaires applicables sont donc :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 10-0168 du 19 janvier 2010
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2020234-0001 du 21 février 2012
- l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respects des prescriptions inhérentes à l'activité
- situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Modification	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 2.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 6.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Canalisations	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 3.8	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Aménagement et aires spéciales	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 3.9	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Clôture	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 2.2	/	non
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 3.4	/	non
7	Gestion des fluides récupérés	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 3.10	/	non
8	Installations de traitement des effluents liquides	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 6.4	/	non
9	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 6.5	/	non
10	Contrôles	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 8.5	/	non
11	Effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010, article 10.2	/	non

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de non-conformité susceptible de donner suite à une action administrative.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle :

N° 1

Référence réglementaire : art 2.2 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Modifications
Prescription contrôlée : Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R 512-33 du code de l'environnement.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant avait mis en place une filière de recyclage de pièce d'occasion. Pour ce faire, il a développé cette activité sur une parcelle d'environ 15 000 m ² adjacente au site historique et a procédé à la construction d'un bâtiment d'environ 3 000 m ² pour stocker les pièces en attentes d'une seconde vie. D'un point de vue législation des ICPE cette modification doit faire l'objet d'un porter à connaissance en application de l'article R.181-46 du CE (l'article R 512-33 du code de l'environnement étant abrogé au 1/03/ 2017) car elle modifie notamment le stockage de matériaux polymères (plastique, mousse, pneumatique, ...) visé à la rubrique 2662 et 2663 de la nomenclature. Ce document doit également permettre à l'exploitant de démontrer de sa conformité aux dispositions constructives (résistance au feu, trappe de désenfumage, ...) et à la DECI (Défense extérieure contre l'incendie) du site .
Type de suites proposées : oui
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite

N° 2

Référence réglementaire : art 6.2 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis, régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition des installations classées. Le plan des réseaux fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, points de rejets.
Constats : Le document présenté le jour de la visite réalisé en complétant le plan présenté en annexe de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2010 nécessite une mise à jour afin d'en faciliter la lecture et s'assurer de sa complétude.
Type de suites proposées : oui
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite

Référence réglementaire : art 3.8 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Canalisations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les canalisations de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux fait apparaître l'ensemble des équipements concourant au fonctionnement de ceux-ci.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté les documents attestant de l'entretien des débourbeurs deshuileurs du site toutefois, en complément du point précédent, l'inspection des installations classées demande que l'exploitant s'assure du bon état de son réseau de collecte des eaux pluviales de voirie (absence de cassure ou d'intrusion de corps étranger (racines, pierres)) lui permettant de démontrer que l'intégralité des eaux de voiries transite via les débourbeurs deshuileurs. Ce contrôle permettra de corréler les informations nécessaires à la révision du plan des réseaux</p>
Type de suites proposées : oui
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite

Référence réglementaire : art 3.9 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Aménagement et aires spéciales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« (...) »</p> <p>Les zones de stockage des véhicules en attente de dépollution, des moteurs et des pièces susceptibles de contenir des fluides, huiles, graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, ... doivent être imperméabilisées et munies de dispositifs de rétention.</p> <p>Les aires utilisées pour le dépôt des véhicules dépollués en attente d'expédition doivent être aménagées de façon à empêcher toute pénétration dans le sol de produits dangereux susceptibles de polluer l'eau et le sol.</p> <p>(...) »</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a pu être constaté que la surface de la parcelle qui accueille l'extension de l'activité est en concassé et que plusieurs véhicules s'y trouvent stationnés.</p> <p>L'exploitant précise qu'une partie de ces véhicules ont été endommagés suite à un accident et sont en attente d'un retour de l'assurance pour déterminer s'ils seront réparés ou jugés V.H.U.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que ce type de véhicule peut être à l'origine de déversement de fluide polluant sur le sol. Aussi elle demande que ces véhicules soient placés dans des conditions telles que leurs écoulements puissent être facilement capté. En séance, l'exploitant a déclaré qu'il s'engage à imperméabiliser cette zone. Dans l'attente de cette réalisation, l'inspection des installations classées demande que la fraction de véhicules concernés soient placés sur zone étanche.</p>
Type de suites proposées : oui
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite

N° 5

Référence réglementaire : art 3.1 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Clôture
Prescription contrôlée : Afin d'en interdire l'accès, le site est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). Les accès doivent être munis d'un portail fermant à clé. Les dépôts de produits inflammables et matières combustibles seront situés à plus de 8 mètres de la clôture du site.
Constats : Le site est convenable clôturé et dispose de 4 passages permettant un accès aux engins du SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : aucune

N° 6

Référence réglementaire : art 3.4 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Installations électriques- Mise à la terre des équipements
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être réalisées et faire l'objet d'une vérification annuelle par un organisme agréé conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux normes applicables.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques établi pour l'année 2022 par une société accréditée COFRAC. Ce rapport présente des non-conformités. L'exploitant indique qu'à la réception de ce document et constatant les non-conformités éventuelles, il fait intervenir un électricien de confiance basé à MESNIL-SAINT-LOUP. Des factures de cette société ont pu être constaté en séance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : aucune

N° 7

Référence réglementaire : art 3.10 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Gestion des fluides récupérés
Prescription contrôlée : Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles, liquides de refroidissement, liquides de freins, antigel, acides de batteries, fluides de circuit d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les VHU) doivent être entreposés dans des réservoirs appropriés étanches dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.
Constats : Les constats établis par l'inspection des installations classées sur les conditions de stockage des fluides issues du démontage des véhicules ne laissent pas apparaître de non-conformités. Il a pu être constaté que les hydrocarbures récupérés sur les VHU font l'objet d'un contrôle qualité avant d'être réutilisés, quand ils le permettent, sur la station service du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : aucune

N° 8

Référence réglementaire : art 6.4 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Installations de traitement des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des effluents liquides, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées aux rejets, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les débourbeurs-déshuileurs sont régulièrement vidangés
Constats : L'exploitant a présenté une facture d'entretien des 3 débourbeurs deshuileurs du site établi le 31 mai 2022. la prestation comprends le curage, l'enlèvement et le traitement des boues (9,68 t pour l'année 2022)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : aucune

N° 9

Référence réglementaire : art 6.5 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées en sortie des séparateurs à hydrocarbures doivent respecter les limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 - Matières en suspension totales (NFT 90105) 35 mg/l - DCO (sur effluent brut non décanté) (NFT 90101) 125 mg/l - Hydrocarbures totaux (NFT EN ISO 9377-2) 1 mg/l Les effluents doivent être exempts de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Au moins une fois par an, l'exploitant fait procéder à ses frais, par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement, à une mesure des paramètres réglementés ci-dessus. Les résultats sont adressés à l'inspection des installations classées avec les commentaires appropriés.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de mesure établi au 23/06/2022. Les valeurs obtenues sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - pH 7 - Matières en suspension totales 25 mg/l - DCO (sur effluent brut non décanté) 124 mg/l - Hydrocarbures totaux 0,84 mg/l Les valeurs présentées sont conformes, toutefois au vu des résultats, l'inspection des installations classées préconise que l'exploitant vérifie auprès de son prestataire si les performances des séparateurs peuvent être améliorées (modification de la fréquence de curage, ajout de cassette filtrante,)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : aucune

Référence réglementaire : art 8.5 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Contrôles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit toujours être en mesure de justifier de la conformité de la filière retenue pour l'élimination de chacun de ces déchets. Il doit en particulier conserver les justificatifs de prise en charge (enlèvement, transport, élimination) de tous les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement et les présenter, à sa demande, à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un registre précisant la nature, le classement du déchet suivant la nomenclature nationale, la quantité de déchets produits, l'opération ayant généré chaque déchet, le nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets, la date des différents enlèvements pour chaque type de déchets, le nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation, la nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation, la référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées dans le mois suivant chaque période calendaire un bilan annuel récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus avec une mention qui signale lorsqu'il s'agit de déchets d'emballages.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté les documents et justificatifs attestant de la prise en charge par des professionnels reconnus des déchets générés sur le site.</p> <p>Ce contrôle a été réalisé par sondage, aucune non-conformité n'a été constatée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : aucune

Référence réglementaire : art 10.2 de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010
Thème(s) : Effets sur l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra mettre en place un suivi semestriel (en périodes de « basses eaux » et de « hautes eaux ») des piézomètres existants sur le site, positionnés sur le plan joint en annexe 3, pour les paramètres suivants : hydrocarbures, HAP et arsenic.</p> <p>Les résultats de ce suivi seront transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>La durée de cette surveillance dépendra des résultats des mesures et de l'étude complémentaire susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une mesure de ces eaux souterraines le 23 juin 2022.</p> <p>Sur les 4 piézomètres du site, un était obstrué (présence de racine), un autre n'était pas accessible (présence de ferraille bloquant l'accès).</p> <p>Les résultats d'analyse obtenues sur les 2 piézomètres exploitables ne laissent pas apparaître de pollution dans les eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant déclare avoir procédé à la réparation du piézomètre défectueux</p> <p>L'inspection des installations classées préconise que l'exploitant s'assure de l'accessibilité de ses ouvrages avant la visite du technicien et transmette dès leur réception les résultats complets de leur surveillance afin de s'assurer qu'aucune pollution originaire du site n'est présente dans les eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : aucune